



**Communauté d'Agglomération**

**GRAND CALAIS, TERRES & MERS**

**GESTION ET ENTRETIEN DES AIRES  
D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE  
PRESENTES SUR LE TERRITOIRE  
COMMUNAUTAIRE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

# **Cahier des clauses administratives particulières**

## **Article premier - Objet du marché**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous : Gestion et entretien des aires d'accueil des gens du voyage présentes sur le territoire communautaire - commune de Calais

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **Article 2 – Conditions générales du marché**

### **2.1 – Mode de passation et forme du marché :**

#### **- Mode de passation :**

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 25-I-1°, 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### **- Co-traitance :**

Les candidats sont autorisés à présenter leur dossier de candidature au présent marché sous forme de groupement solidaire.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la personne publique et coordonne les prestations des autres membres du groupement.

#### **- Sous-traitance :**

##### **○ Demande de sous-traitance**

Le(s) titulaire(s) peu(ven)t sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché à condition de faire accepter le sous-traitant par la personne publique et de faire agréer ses conditions de paiement conformément à l'article 133 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### **2.2 - Documents contractuels :**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières du dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le règlement de consultation ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le bordereau des prix ;
- le bordereau d'aide à la décision ;
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

### **2.3 – Variantes :**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles (option) :**

Le marché comprend deux prestations supplémentaires éventuelles, les contractants devront obligatoirement les chiffrer :

- PSE (option) n°1 : maintenance courante et réparations sur les aires d'accueil (II.7 du CCTP),

- PSE (option) n°2 : prise en charge des déchets déposés illégalement sur l'ensemble du site, et d'un volume supérieur à 3m3 (III.4 du CCTP).

## **Article 3 - Délai d'exécution**

La date de début d'exécution des prestations est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La durée initiale du marché est fixée à 24 mois. Le marché pourra être reconduit expressément 1 fois pour une période de 12 mois puis à l'issue de cette période, éventuellement reconduit 1 fois pour une nouvelle période de 12 mois. Le marché pourra donc durer au maximum 4 ans.

## **Article 4 - Conditions d'exécution**

### **4.1 - Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Aires d'accueil des gens du voyage - rue Jacques Prévert - ZI du Beau Marais - 62100 CALAIS

### **4.2 – Délais ou fréquence d'intervention :**

Les prestations détaillées au CCTP sont à effectuer pendant toute la durée du marché. Les délais et fréquences d'intervention sont mentionnés au CCTP.

### **4.3 – Pénalités :**

Des contrôles des prestations seront effectués à la discrétion de la Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers.

En cas de retard ou en cas de rupture dans la continuité du service fourni imputable au titulaire, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € HT par journée de retard.

## **Article 5 - Garantie technique**

Sans objet.

## **Article 6 - Retenue de garantie**

Sans objet.

## **Article 7 - Marchandises remises au titulaire**

Voir disposition du cahier des clauses techniques particulières.

## **Article 8 - Prix**

### **8.1 - Forme des prix :**

Les prix du marché comprennent tous les droits, impôts, taxes et d'une manière générale toutes les dépenses qui sont la conséquence de la prestation effectuée. Les frais de déplacement, d'hébergement, d'alimentation du titulaire sont intégrés au coût de la prestation.

Les prix s'entendent en euros hors taxes.

Les prix sont unitaires et figurent sur le bordereau des prix complété par le(s) candidat(s).

## 8.2 - Variation des prix :

### 8.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché :

Le mois Mo est octobre 2017

### 8.2.2 - Type de variation des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

L'indice ICHT-N correspond à : indice de coût horaire du travail, tous salariés, dans les activités de services administratifs et de soutien.

La valeur de l'indice ICHT-Nn est la valeur de l'indice au mois n de la date de l'application de la révision.

La valeur de l'indice ICHT-N0 est celle établie pour le mois d'établissement du prix M0.

Le marché est conclu à prix provisoires. Les prix définitifs seront déterminés dans les conditions suivantes :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-N (n) / ICHT-No)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois " n " retenu pour chaque révision est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ICHT-N « Activités de services administratifs et de soutien ».

## 8.3 – Clause incitative :

Le titulaire du marché aura la charge, au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération du Calaisis, du recouvrement de la redevance d'occupation des aires d'accueil des gens du voyage.

La communauté d'agglomération Grand Calais attend un taux de recouvrement minimum de 70% du montant total des redevances exigibles pour l'ensemble des terrains gérés.

Au-delà de ce taux de recouvrement, la rémunération du titulaire sera augmentée, à titre d'intéressement, d'une somme correspondant à 15% des recettes supplémentaires générées par cette amélioration des conditions de recouvrement.

En dessous de cet objectif de 70% la rémunération du titulaire sera diminuée d'une somme correspondant à :

- 10% du montant des recettes manquantes par ce manque de résultat concernant le recouvrement.
- 20% du montant des recettes manquantes par rapport à l'objectif si ce taux de recouvrement est inférieur ou égal à 50%.

Cet intéressement sera calculé mensuellement sur les sommes reversées par la communauté d'agglomération Grand Calais, Terres & Mers et figurera sur les factures établies par le titulaire.

## Article 9 - Paiement

### 9.1 – Etablissement des factures

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Communauté d'agglomération Grand Calais, Terres et Mers  
 Direction des Ressources Financières  
 76 boulevard Gambetta  
 CS 40 021  
 62100 CALAIS

## **9.2 – Délais de paiement**

Le délai maximum de paiement est de 30 jours à dater de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte mensuel ou final des prestations.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.3 – Paiement des sous traitant**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **9.4 – Paiement des cotraitant**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## Article 10 - Avance

Une avance est versée au maître d'œuvre dans les conditions prévues 110 à 113 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant HT du marché dépasse 50 000 € HT.

Sous réserve des dispositions de l'article 62 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et article 139 à 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatives aux marchés publics, relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Conformément à l'article 112 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conditionner le versement de l'avance à la présentation d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle portant sur tout ou partie du remboursement de l'avance. Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception de cette garantie ou caution.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des prestations au titre desquels est accordée cette avance. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est au moins égal à 50 000 € HT.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

## **Article 11 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'exploitant s'engage à s'assurer contre les risques pouvant résulter de son personnel ou de tiers intervenant sur ses ordres ou pour sa responsabilité de fait. En particulier, l'exploitant sera personnellement responsable vis à vis de son personnel et des tiers de tout accident corporel ou matériel, et couvre par les assurances adéquates les responsabilités qu'il peut encourir du fait du personnel travaillant à l'aire d'accueil.

## **Article 12 - Droit, Langue, Monnaie**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

## **Article 13 – Constations de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

## **Article 14 – Pénalités**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 250,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables au titulaire sont les suivantes:

- Retard dans la remise des documents et communication des informations prévus au marché : 50 € / jour de retard
- Consignes de sécurité sur le site non respectées : 100 € / infraction (dès la 1ère infraction)
- Fermeture de l'aire non prévue : 1 250 € / jour de fermeture
- Non présentation des attestations d'assurance : 50 € / jour de retard
- Mauvais entretien de l'aire perdurant plus de deux jours après notification au prestataire par Grand Calais Terres et Mers: 300 € / jour de non mise en état
- Constatation de la non conformité de gestion au CCTP : 100 € / non-conformité
- Fermeture d'un emplacement sans accord de la communauté d'agglomération Grand Calais terres et Mers: 500 € / jour de fermeture
- Défaut de présence sur l'aire non justifié : 500 €/jour d'absence

## **Article 15 - Résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **Article 16 - Litiges**

Pour le règlement des litiges intervenant pendant le déroulement des prestations, les parties pourront d'un commun accord se soumettre à l'avis du comité consultatif de règlement amiable, selon la procédure spécifiée par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics postérieurement à la mise en œuvre des dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS.

A défaut, ou si aucune solution ne peut être trouvée dans le cadre de cette procédure, le tribunal administratif de LILLE sera seul compétent.

## **Article dernier - Dérogations au CCAG**

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

L'article 14 du présent cahier déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G.- fournitures courantes et services.

L'article 15 du présent cahier déroge à l'article 33 du C.C.A.G.- fournitures courantes et services.

Lu et accepté, le .....

Le candidat ou le titulaire : .....